



VILLE DE HOUILLES

Département des Yvelines

Arrêté Temporaire de circulation et de stationnement Avenue Jean Jacques Rousseau

Services Techniques

SK-22-AT-282

Le Maire, Conseiller départemental,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,

Vu l'Arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,

Vu l'Arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,

Vu l'Arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande en date du 07/07/2022, de la société HANS TRANS DEMENAGEMENT, 2-4 avenue Flore – 95500 LE THILLAY, pour réaliser un déménagement à l'aide d'un monte Meuble,

Considérant la nécessité de réglementer temporairement la circulation, pour assurer tant la sécurité sur le chantier que celle des usagers, avenue Jean Jacques Rousseau,

Sur la proposition du Directeur Général des Services,

A R R E T E

Article 1^{er} : Le 13 août 2022, la société HANS TRANS DEMENAGEMENT est autorisée à réaliser un déménagement à l'aide d'un monte meuble.

Article 2 : Une restriction de circulation piétonne pourra être instituée, au droit du déménagement, dans la voie suivante :

- **Avenue Jean Jacques Rousseau, n°16**

La voie ne sera pas fermée à la circulation pendant le déménagement.

Article 3 : Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur, **au droit de l'intervention citée article 2**, sur les emplacements matérialisés.

Article 4 : Afin d'assurer la protection des piétons, un dévoiement de la circulation piétonne sera institué sur le trottoir opposé, il y aura lieu de laisser un cheminement libre de 1,40 m minimum de large. Celui-ci devra être accessible aux personnes à mobilité réduite.

L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence d'obstacles.

Article 5 : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 6 : L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours être assurées.

Article 7 : En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

Article 8 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 9 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 10 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise 48 heures avant la date de début des travaux au droit et vis à vis des interventions.

Article 11 : Le présent arrêté peut faire objet d'un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois, à compter de sa transmission au représentant de l'Etat, de sa publication, et de sa notification, auprès du Tribunal Administratif de VERSAILLES.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale et Monsieur le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 07 juillet 2022

L'adjointe au Maire,
Déléguée à la Voirie et Patrimoine communal

Martina COLLET

